

A mon avis, si nous avons besoin d'une chose dans nos salons, c'est bien d'un plus grand cadran sur nos téléviseurs. Adopter la position, peu importe les raisons, selon laquelle nous devrions réduire le choix des émissions c'est faire un pas dans la mauvaise direction, c'est ne pas tenir compte du monde dans lequel nous vivons.

Dans le même ordre d'idées, j'aimerais me permettre certains propos qui démontrent que depuis une vingtaine d'années nous vivons dans un monde différent. Prenons, par exemple, la résistance des jeunes aux États-Unis à la guerre du Vietnam aujourd'hui terminée. Nous voyons là un phénomène unique, très intéressant. C'est la première guerre dans l'histoire contre laquelle les citoyens d'un des pays engagés se sont élevés, la première guerre qui a incité les gens à s'opposer à un gouvernement qui cherchait à les convaincre de s'y engager. C'est aussi la première guerre dans l'histoire que les gens ont pu suivre de près, jour après jour, soir après soir, de leur salon, de chez eux.

A mon sens, la télévision a provoqué un changement culturel et un changement d'attitudes également. En outre, nous devrions entre autres choses avoir plus d'émissions au Canada, non seulement en provenance des États-Unis, du Canada ou des pays de l'Europe septentrionale, mais de tous les coins du monde.

Regardons ce qui se produit à l'heure actuelle. Selon moi, le gouvernement n'est aucunement fondé à essayer d'imposer des restrictions ou à modeler l'esprit de ses citoyens. Si l'on jette un coup d'œil aux postes de télévision frontaliers qui diffusent au Canada—je pense qu'il faut souligner qu'il s'agit là d'un service qu'ils nous fournissent—on constate que c'est un service qu'on achète au même titre que n'importe quel produit ou service importé de l'étranger. L'une des obligations que nous devons honorer lorsque nous importons des produits ou des services de l'étranger, c'est de les payer. Nous avons également signé l'accord du GATT qui stipule qu'il ne faut pas taxer un produit une fois qu'il est importé. Mais c'est exactement ce que le bill fait.

Selon ce bill, nous importons un service d'un autre pays, et lorsque nous le recevons, nous voulons le taxer. Il n'est pas logique que les Canadiens, qui ont la chance de vivre tout près d'un pays amical et important, fassent simplement fi de l'esprit du GATT, accueillent un service qui leur est offert et ensuite le taxent. Je dis cela parce que, à mon avis, il y a une nette différence entre un gouvernement qui se demande où il s'en va et un autre qui a l'intention de détruire les traditions qui sont l'étoffe de notre passé.

C'est bien pour un gouvernement de dire qu'il veut changer d'orientation, mais ce n'est pas ce qui se passe actuellement. Le gouvernement dit: détruisons ce que nous possédons. En effet, ce qui arriverait, c'est que, sans tenir compte des sentiments de bien des gens qui ont regardé, dans certains cas pendant plus de deux décennies, des émissions auxquelles ils se sont identifiés, sans tenir compte de toutes les traditions, des stations telles que KVO5, à Vancouver, ou d'autres stations frontalières canadiennes, seraient forcées de disparaître.

C'est une mauvaise attitude à prendre pour le gouvernement, même s'il croit que les choses devraient changer à

Périodiques non canadiens

l'avenir. On pourrait respecter ceux qui affirment qu'on doit étudier la situation et faire des recommandations qui permettent de préparer un avenir nouveau et différent, mais c'est bien autre chose d'adopter une attitude rigoureuse et de défaire tout ce qui a été fait.

Aussi, la situation veut-elle que nous élargissions nos vues et notre compréhension du monde. Nous reconnaissons que la télévision devrait être un service comme n'importe quel autre service, selon l'esprit du GATT, mais je tiens à dire que la position du gouvernement renferme une inconséquence si flagrante que je me sens tout confus de penser qu'en bonne conscience il peut prendre position contre les stations frontalières et, en même temps, permettre aux stations de la Société Radio-Canada de commettre les mêmes péchés que ceux dont il accuse les autres. En effet, il déclare que KVO5, pour le nommer, une station qui a un revenu net d'environ 22 millions de dollars par année, dont une proportion de 20 p. 100 demeure au Canada—ce qui signifie que 17.6 millions de dollars vont aux États-Unis—ne se conforme pas aux règlements et que le gouvernement va adopter une loi pour interdire cette station, lorsque, de fait, notre propre réseau de radiodiffusion d'État importe pour 35 millions de dollars d'émissions des États-Unis.

Le gouvernement peut se regarder dans le miroir, mais tout ce qu'il va voir c'est l'hypocrisie qu'il manifeste non seulement dans cette loi mais également dans toutes les autres. La vérité est que toutes les stations de télévision du Canada ont dépensé des montants considérables pour importer des émissions étrangères au Canada. Prétendre que certaines des stations frontalières devraient être condamnées parce qu'elles font ce que nous faisons tous est tout simplement illogique, surtout lorsque nous remarquons que des stations comme KVO5 ont fait tant d'efforts pour se canadianiser. C'est cette station qui a diffusé de nombreuses émissions canadiennes.

● (1710)

C'est cette même station qui a fondé, en partie d'ailleurs dans ma province natale de l'Alberta—la Canawest, société cinématographique qui non seulement prépare des dessins animés pour la publicité canadienne mais vend ses films également aux États-Unis et dans d'autres pays du monde. Elle s'est donc admirablement comportée en honnête personne morale, et pourtant c'est la pelle qui se moque du fourgon ou vice versa, et il s'agit de tuer et de censurer les stations frontalières et de les empêcher de faire ce que fait le gouvernement: exploiter une chaîne de télévision comme toute autre station de télévision canadienne.

J'aimerais faire allusion à un point qui a déjà été soulevé à savoir que dans bien des cas les citoyens qui écoutent les émissions de ces stations le font parce qu'ils le désirent. Je suis sidéré qu'un gouvernement puisse dire: «Peu importe ce que vous voulez, nous savons ce qu'il vous faut». Il est surprenant qu'à propos de questions touchant à l'esprit des gens ou de programmes qu'ils choisissent pour se distraire un gouvernement décide qu'ils doivent être soumis à son entreprise et que s'ils aiment voir autre chose que ce dernier leur impose, lui seul sait ce qu'il leur faut.